



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE

2515^e SÉANCE : 16 FÉVRIER 1984

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2515)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation au Moyen-Orient :	
Lettre, en date du 14 février 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16339)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2515^e SÉANCE

Tenue à New York le jeudi 16 février 1984, à 11 heures.

Président : M. S. Shah NAWAZ (Pakistan).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Haute-Volta, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2515)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. La situation au Moyen-Orient :
Lettre, en date du 14 février 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16339).

La séance est ouverte à 11 h 55.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient :

Lettre, en date du 14 février 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16339)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la décision prise à la 2514^e séance, j'invite le représentant du Liban à prendre place à la table du Conseil et le représentant de l'Italie à occuper le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Fakhoury (Liban) prend place à la table du Conseil et M. Jannuzzi (Italie) occupe le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

2. M. KHALIL (Egypte) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter sincèrement à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de février. Votre connaissance profonde des affaires internationales, votre

longue expérience et votre courtoisie bien connue nous assurent de la bonne marche, sous votre direction, des travaux du Conseil. En outre, c'est pour la délégation égyptienne et pour moi-même un très grand plaisir que de voir le représentant d'un pays ami, le Pakistan, occuper le siège présidentiel.

3. La délégation égyptienne voudrait également exprimer à votre prédécesseur, M. Chamorro Mora, représentant du Nicaragua, sa profonde reconnaissance pour la compétence dont il a fait preuve le mois dernier à la direction des travaux du Conseil.

4. Avant de traiter de la question qui nous occupe aujourd'hui, je voudrais présenter les condoléances de l'Egypte à la délégation soviétique à l'occasion du décès du dirigeant soviétique, M. Iouri Andropov.

5. Qu'il me soit permis maintenant de citer un extrait de la déclaration qu'a faite avant-hier, 14 février, le président Hosni Moubarak à la Maison-Blanche, après avoir rencontré le président Ronald Reagan. Il a dit :

"La situation au Liban aujourd'hui est intolérable. La montée de la violence et les effusions de sang représentent une menace pour nous tous. Chaque nation se doit d'apporter son aide. Le rôle de maintien de la paix des Nations Unies doit être élargi et renforcé. Le partage de ce pays dévasté par la guerre doit être empêché à tout prix. Comme tous les autres peuples, le peuple libanais a le droit de vivre et de prospérer*."

6. L'Egypte a toujours demandé que l'on respecte la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban. C'est pourquoi nous avons demandé et nous continuons de demander le retrait de toutes les forces non libanaises du territoire libanais, et en particulier des forces israéliennes. L'Egypte a lancé et continue de lancer des appels en faveur de la réconciliation nationale au Liban. Voilà pourquoi nous avons vu dans la conférence de réconciliation nationale tenue à Genève et la cessation des combats qui s'était ensuivie une lueur d'espoir dont nous nous étions réjouis. Cette évolution positive augurait bien de l'avenir dans le sens de la réconciliation. Les espoirs ont une fois encore été ranimés lorsqu'on a parlé d'un

* Cité en anglais par l'orateur.

accord de sécurité imminent entre les factions libanaises. Mais ces espoirs ont une fois de plus été déçus. Pour donner un aperçu de la détérioration de la situation, il suffit de dire que la capitale libanaise, Beyrouth, est une fois de plus une ville divisée et que partout la population civile doit endurer toutes sortes de souffrances atroces, si toutefois elle échappe au danger de mort qui plane à tout moment.

7. Mais nous ne sommes pas saisis aujourd'hui de la crise libanaise, ni de ses tragédies internes, ni des dimensions qu'elle a prises à l'étranger. La délégation égyptienne se bornera donc à ne parler que de la proposition faite par la France, c'est-à-dire le remplacement de la force multinationale à Beyrouth par une force des Nations Unies. On nous propose aujourd'hui une tâche qu'il faut immédiatement accomplir : la communauté internationale représentée au Conseil doit prendre l'initiative, avec toute l'urgence requise par la situation, de mettre un terme aux effusions de sang au Liban et d'instaurer un cessez-le-feu. C'est là la principale mesure à prendre pour essayer de créer les conditions favorables à la reprise de pourparlers politiques au Liban.

8. C'est pourquoi l'Egypte appuie la proposition française. Il est évident qu'un appel en faveur du retrait de la force multinationale de Beyrouth ne veut pas dire qu'il faille laisser un vide dangereux à la suite de ce retrait puisqu'on nous demande en même temps d'appuyer le remplacement de cette force multinationale par une force des Nations Unies.

9. L'Egypte, outre qu'elle appuie la proposition française, estime que la détérioration de la situation au Liban exige de nous tous que nous contribuions à faciliter le retrait de la force multinationale et à permettre au Conseil d'assumer ses responsabilités de façon à pouvoir mettre en place le plus rapidement possible la force des Nations Unies.

10. Je voudrais ajouter que j'ai récemment été informé par la délégation du Royaume-Uni qu'elle était sur le point de faire une proposition en tant que contribution à notre effort conjoint. Cette proposition consisterait à utiliser le personnel des Nations Unies actuellement en poste à Beyrouth. Je ne désire pas mettre la charrue devant les bœufs, mais j'aimerais dire dès à présent que nous sommes prêts à examiner impartialement la proposition positive britannique et disposés à accepter toute mesure constructive.

11. Etant donné la détérioration de la situation au Liban, il nous incombe à tous ici d'agir le plus rapidement possible pour remédier à cet état de choses. La délégation égyptienne est prête à contribuer avec toute son énergie à tout effort commun à l'appui de la proposition française, qui, à notre avis, est propice à instaurer un climat permet-

tant d'interrompre une fois de plus le cycle de la violence et de favoriser un règlement politique, la réconciliation nationale au Liban et le retrait de toutes les forces étrangères du territoire libanais.

12. M. MARGETSON (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil. Au cours de cette première moitié du mois de février, nous avons déjà mesuré l'autorité et les qualités que vous apportez à l'exécution de cette tâche.

13. Je tiens également à remercier le représentant du Nicaragua, M. Chamorro Mora, qui a dirigé nos travaux avec beaucoup d'habileté et une extrême compétence le mois dernier.

14. Je m'associe également à ceux de mes collègues qui ont exprimé leurs sincères condoléances à l'Union soviétique à l'occasion du décès de son remarquable dirigeant, M. Iouri Andropov, président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique.

15. Les premiers mots de ma déclaration seront pour exprimer notre profonde sympathie à l'adresse du peuple libanais, et en particulier des milliers d'innocents qui traversent dans la souffrance une période continue de combat et de tension. Bien entendu, je parle non seulement en mon nom propre et en celui de ma délégation mais au nom de mon gouvernement, qui est profondément préoccupé par cette situation tragique.

16. Il est juste que le Conseil de sécurité se réunisse pour que nous ayons, nous qui sommes chargés en vertu de la Charte du maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'occasion de voir ce qui peut être fait pour éviter une nouvelle tragédie.

17. Il est nécessaire de mettre immédiatement fin aux combats au Liban, d'encourager le processus de réconciliation nationale et de rendre possible le retrait de toutes les forces étrangères du territoire libanais. Le Conseil a à maintes reprises exprimé son appui pour l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Cela, certes, est facile à dire; c'est le faire qui est difficile.

18. Mon gouvernement estime que l'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer dans la réalisation de ces objectifs. En effet, nous avons demandé instamment depuis longtemps, aussi bien au Conseil que lors de nos contacts diplomatiques en général à l'Organisation, que le rôle de celle-ci au Liban soit renforcé. Le Premier Ministre britannique, Mme Thatcher, a donné son plein

appui à ce rôle lorsqu'elle s'est entretenue avec le Secrétaire général au mois de septembre. Depuis de nombreux mois maintenant, nous avons donné suite à cette idée lors de nos discussions avec d'autres délégations et avec le Secrétariat et avons exploré toutes les possibilités d'un tel rôle.

19. Par conséquent, nous souscrivons fermement aux efforts que vous déployez, Monsieur le Président, à la demande du Gouvernement français, pour voir si le Conseil peut convenir d'un nouveau mandat en vue d'un tel rôle. Nous partageons l'avis selon lequel il conviendrait d'établir une présence efficace des Nations Unies à Beyrouth et dans les environs.

20. J'espère que le Conseil examinera soigneusement la meilleure façon de parvenir à un accord sur cette question, y compris le remplacement de la force multinationale, dont le Royaume-Uni fait partie, par une présence renforcée des Nations Unies. Une grande volonté politique et une grande souplesse seront nécessaires, particulièrement de la part des différentes parties en présence dans les combats au Liban. Mais nous connaissons tous les positions nationales des pays concernés. Nous savons par conséquent que ce processus exigera un certain temps.

21. Entre-temps, alors que nous négocions ici, les événements au Liban ne marquent pas de pause; les combats continuent et avec eux les souffrances des innocents. Nous nous demandons par conséquent ce que l'Organisation des Nations Unies peut faire pour apporter son aide dès maintenant.

22. Le Secrétaire général a déclaré que la force des opérations des Nations Unies réside dans le fait qu'elles symbolisent la volonté de la communauté internationale. Il y a des observateurs des Nations Unies à Beyrouth en ce moment. Ils ne sont pas très nombreux et ils ne sont pas aussi mobiles qu'ils voudraient l'être. Pourtant, pour la population de Beyrouth, ces observateurs sont l'expression tangible des Nations Unies; ils symbolisent la paix et la sécurité que les Nations Unies représentent en vertu de la Charte. Mon gouvernement voudrait que l'on utilise au maximum cette petite force d'observateurs parce qu'il estime que cela pourrait avoir un effet important pour rassurer la population locale et contribuer à un relâchement de la tension.

23. C'est en gardant cela à l'esprit que mon gouvernement a proposé au Secrétaire général un certain nombre de mesures de portée limitée qu'à notre avis l'Organisation pourrait prendre dès maintenant sans nouvelle résolution du Conseil. Cela n'empiète nullement sur le gros du travail qui consiste à parvenir à un accord sur un nouveau mandat prévoyant un rôle renforcé pour les Nations Unies. Ces mesures ne visent nullement non plus à

se substituer à des propositions de plus grande portée que le Conseil devra envisager au moment opportun.

24. Premièrement, nous pensons que les observateurs des Nations Unies et d'autres représentants des Nations Unies qui se trouvent déjà à Beyrouth pourraient prendre des mesures de portée limitée susceptibles d'accroître la confiance. Je ne préciserai aucune idée en particulier, car je crois que le personnel des Nations Unies lui-même est mieux placé pour définir les fonctions particulières qu'il pourrait assumer, surtout dans le domaine humanitaire. Il est possible que, pour entreprendre ces tâches, une augmentation modeste du nombre d'observateurs soit nécessaire. Nous estimons que le Conseil ne devrait pas s'opposer à une telle augmentation si le Secrétaire général estime que cela pourrait être utile.

25. Je voudrais dire en passant à quel point nous admirons le courage et le dévouement des observateurs des Nations Unies et des autres représentants des Nations Unies à Beyrouth, qui courent de graves dangers personnels.

26. Deuxièmement, nous voudrions proposer qu'on utilise activement les bons offices du Secrétaire général. Bien entendu, c'est au Secrétaire général qu'il revient de juger de la façon dont cela pourrait être fait; dans la situation volatile qui règne au Liban, c'est lui qui peut le mieux évaluer la nature et la chronologie de toute mesure qu'il pourrait prendre pour que ses bons offices soient utilisés le plus efficacement possible.

27. Troisièmement, nous estimons qu'il faut envisager une extension du rôle de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour faciliter le retrait d'Israël du sud du Liban.

28. Ces mesures ne sont pas ambitieuses et, pour ceux qui ne comprennent pas les difficultés d'ordre politique que rencontre le Conseil, elles peuvent sembler tout à fait insuffisantes étant donné la situation actuelle au Liban. Mais ce sont des mesures pratiques; ce sont des mesures humanitaires; ce sont des mesures qui, selon nous, peuvent être prises dès maintenant.

29. Comme nous le savons tous, des mesures de portée limitée peuvent parfois aboutir à des mesures plus importantes en créant le climat de confiance nécessaire à la négociation d'une politique plus ambitieuse. Nous avons foi dans les mesures, même les plus modestes, prises par l'Organisation des Nations Unies. Elles peuvent contribuer à rassurer le peuple libanais en lui montrant que l'Organisation est capable et désireuse de jouer un rôle humanitaire et politiquement neutre en œuvrant au rétablissement de la paix et de la sécurité dans son pays.

30. J'espère que ces mesures de portée limitée recevront l'appui général que selon moi elles méritent.

31. Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je crois comprendre que mes collègues vous ont déjà félicité à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil. Je voudrais vous dire, une fois encore, le plaisir que j'éprouve personnellement, de même que mon gouvernement, de voir ce poste éminent occupé par le représentant d'un pays ami, membre agissant du Conseil. Je voudrais également remercier personnellement le représentant du Nicaragua pour la façon compétente et expéditive dont, d'après ce que m'ont dit de nombreux collègues de ma délégation et d'ailleurs, il a dirigé les affaires du Conseil le mois dernier.

32. Alors que nous nous réunissons aujourd'hui, le peuple libanais endure une fois de plus d'immenses souffrances, comme il l'a trop souvent fait au cours de ces dernières années troublées. Aujourd'hui, alors que nous nous réunissons pendant que le Liban agonise, l'objectif et l'engagement du Gouvernement des Etats-Unis restent ce qu'ils ont été au cours de ces derniers mois douloureux : appuyer le Gouvernement légitime et le peuple du Liban dans le rétablissement et le maintien de leur indépendance, de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale sur tout le territoire libanais à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

33. Les Etats-Unis partagent l'opinion exprimée par le Gouvernement français selon laquelle la communauté internationale devrait assumer une plus grande responsabilité dans l'aide au peuple libanais. Nous nous félicitons de toutes contributions constructives à cet effort de paix — cette fois, peut-être, une paix durable — au Liban. Nous nous félicitons donc également des propositions avancées par notre collègue du Royaume-Uni.

34. Le peuple libanais souffre depuis trop longtemps des tourments de la violence, de la mort et de l'occupation. Il connaît depuis trop de mois la violence, l'occupation et la mort. Il vit depuis trop longtemps au milieu de participation non invités à son destin. Il mérite mieux que cela. Il mérite une aide plus grande de la part de la communauté internationale.

35. La position des Etats-Unis à l'égard du rôle de maintien de la paix des Nations Unies au Liban est claire et logique, bien que des efforts soient faits de temps en temps pour jeter le doute sur l'appui que nous accordons à ce rôle. Nous avons appuyé le rôle de maintien de la paix des Nations Unies au Liban par nos votes, notre diplomatie et nos contributions financières. Nous avons également appuyé activement l'octroi aux observateurs des Nations Unies au Liban du plus grand rôle possible. Au cours de l'année écoulée, nous avons cherché à plu-

sieurs reprises à augmenter le nombre de ces observateurs et à élargir leur déploiement afin de renforcer les cessez-le-feu fragiles qui de temps en temps avaient été négociés, pour être tragiquement rompus peu de temps après. Nous avons fait des efforts répétés, officiellement et officieusement, seuls ou avec d'autres au Conseil de sécurité et dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, pour renforcer le rôle et la participation des forces des Nations Unies dans les tâches de maintien de la paix. Par exemple, nous avons œuvré activement lorsqu'un cessez-le-feu fragile fut conclu à la fin du mois de septembre 1983. Nous avons œuvré au cours des mois qui l'avaient précédé et nous poursuivrons nos efforts à cette fin.

36. Les parties aux conflits libanais — conflits complexes et multipartites — ont changé. L'appui du Gouvernement des Etats-Unis à un rôle de maintien de la paix des Nations Unies susceptible d'être constructif et efficace pour instaurer la paix au Liban a été constant. Il ne devrait y avoir de doute dans l'esprit de personne quant à notre engagement. Aujourd'hui comme par le passé, les Etats-Unis appuient les efforts internationaux authentiques de maintien de la paix au Liban. Nous appuierons toute proposition raisonnable concernant une participation réelle et efficace des Nations Unies aux efforts constructifs en vue de résoudre les problèmes véritablement tragiques de la région. Hier, M. Shultz, le Secrétaire d'Etat, l'a clairement dit à Washington lorsqu'il a déclaré qu'il serait utile de dire une fois de plus qu'une présence des Nations Unies serait utile dans l'ensemble du Liban, en particulier pour protéger les camps de réfugiés palestiniens et renforcer les cessez-le-feu. Il a fait remarquer que le rôle des Nations Unies suppose un retour à la stabilité, un équilibre des forces et un certain degré d'accord politique. Ce sont là, bien entendu, des objectifs que nous poursuivons tous depuis pas mal de temps. Les paroles du Secrétaire d'Etat ont été reprises et renforcées par le Président dans les conversations qu'il a eues avec la presse, hier, et je crois comprendre qu'elles seront répétées à nouveau aujourd'hui.

37. Nous avons constaté que trop souvent nos efforts au sein du Conseil ont été entravés et compromis par les efforts que certaines parties déploient pour obtenir des avantages politiques à court terme, et trop souvent ces efforts en vue d'obtenir des avantages politiques à court terme ont eu priorité sur la recherche de la paix. Le fait que certaines parties poursuivent des objectifs politiques à court terme a entravé les efforts déployés par certains membres du Conseil pour utiliser au maximum les services et l'autorité existants en vue d'une participation des Nations Unies au maintien de la paix au Liban.

38. Les Etats-Unis n'ont jamais recherché d'objectifs politiques nationaux à court terme au Liban. Ce n'est pas là le but de notre participation à la force multinationale. Cela ne l'a jamais été. Nous croyons que les Nations Unies disposent aujourd'hui au Liban d'instruments réels ou

potentiels qui pourraient être utiles : un groupe d'observateurs de 50 membres — l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve — qui pourrait être renforcé — doublé, paraît-il — à bref délai et une force de maintien de la paix de près de 6 000 hommes dans le sud du Liban — la FINUL — qui est parfois déployée dans des régions où la violence ne menace plus le peuple libanais.

39. Les Etats-Unis ont toujours appuyé un rôle de maintien de la paix des Nations Unies. Nous avons toujours été prêts à consulter nos collègues du Conseil sur la composition et le déploiement d'une telle force. Nous sommes toujours prêts à avoir des discussions sérieuses avec nos collègues du Conseil et avec le Secrétariat quant à la composition et au déploiement de forces des Nations Unies, de préférence dans l'ensemble du Liban, afin d'atteindre ces objectifs. Les Etats-Unis n'imposent pas de conditions préalables. Nous sommes prêts à participer, lorsque nos collègues le seront aussi, à la réalisation de ces objectifs, qui apporteront peut-être, enfin, un soulagement aux souffrances du peuple libanais.

40. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Italie, que j'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

41. M. JANNUZZI (Italie) : Laisse-moi tout d'abord, Monsieur le Président, vous exprimer les souhaits les plus vifs de la délégation italienne à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de février et vous dire à quel point la délégation italienne est heureuse de voir le Conseil présidé par le représentant d'un grand pays auquel nous unissent tant de liens d'amitié. Permettez-moi d'ajouter que nous sommes sûrs que le débat qui a été entamé hier, et que nous considérons de la plus grande importance, n'aura qu'à gagner du fait qu'il est présidé par vous, dont le prestige et l'immense expérience ne sont plus à prouver. Permettez-moi aussi d'ajouter les remerciements de la délégation italienne pour avoir été admise à participer à ce débat qui, je le répète, est pour nous de la plus grande importance.

42. Les douloureuses conséquences de la crise libanaise deviennent de plus en plus évidentes. L'opinion publique mondiale demande avec une force toujours accrue que soit mis un terme aux souffrances d'une population déjà si durement éprouvée, que cessent les divisions et les haines qui ont provoqué tant de deuils, que soit mis concrètement en marche un processus de réconciliation nationale qui seul peut sauver le Liban de la désintégration complète — un processus qui devrait aussi assainir les plaies ouvertes par la guerre civile et rétablir les conditions pour un retour du pays à une situation de paix intérieure et de progrès.

43. Le Gouvernement italien estime de son devoir de se faire l'interprète de ces sentiments ici, dans cette suprême enceinte mondiale.

44. L'Italie, qui voit dans l'Organisation des Nations Unies l'organisme suprême et impartial de contrôle et le guide de la communauté internationale, a discerné dès le début de l'évolution de la crise libanaise une occasion importante où ce rôle de l'Organisation devrait trouver une confirmation efficace et concrète.

45. Ce qui est en jeu au Liban, ce ne sont pas seulement des objectifs — bien que fondamentaux — d'ordre humanitaire, tels que la protection de populations civiles innocentes et désarmées et de réfugiés palestiniens sans défense; ce qui est en jeu aussi, c'est un principe politique d'importance essentielle, à savoir la survie d'un petit mais très noble Etat qui est Membre de plein droit de l'Organisation et dont l'unité et l'intégrité territoriale sont mises aujourd'hui en grave danger, un pays qui s'interroge anxieusement sur son avenir.

46. Lorsque le Gouvernement italien décida, au mois d'août et ensuite en septembre 1982, d'envoyer un contingent militaire au Liban, sur la demande pressante du Gouvernement libanais et — il faut le répéter ici — avec le plein accord de toutes les parties concernées, il précisa dès le début qu'il avait pris cette initiative après avoir constaté l'impossibilité de mettre en place une force des Nations Unies. Ce concept a été réitéré de façon constante et cohérente par le Gouvernement italien à tous les niveaux et en toutes circonstances, y compris dans cette enceinte.

47. Le Gouvernement italien a toujours considéré qu'une force des Nations Unies aurait pu, mieux que toute autre, remplir les tâches que nous considérons comme essentielles. Mais il était évident que, en l'absence d'une initiative possible de l'Organisation des Nations Unies, l'Italie, sur la base d'une évaluation attentive de ses responsabilités et de la solidarité qui, en tant que pays méditerranéen, nous unit au Proche-Orient, ne pouvait qu'assumer le rôle qu'elle a efficacement rempli dans le cadre de la force multinationale — un rôle qui nous a valu l'appréciation et la reconnaissance unanimes de toutes les parties intéressées — pour la solution des problèmes politiques et humanitaires que nous considérons essentiels et urgents. Le contingent italien, en particulier, dans le cadre des activités de la force multinationale, a accompli une tâche inestimable en protégeant les camps palestiniens, en prenant contact impartialement avec toutes les parties et en fournissant une assistance, également impartiale, dans le domaine hospitalier et des secours de première nécessité aux couches les plus démunies de la population de Beyrouth.

48. Dans l'esprit de sa pleine et sincère adhésion à l'Organisation des Nations Unies et aux principes qui la gou-

vement, l'Italie décida donc d'envoyer un contingent, et elle a essayé de garder le maximum possible de contacts dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies en attendant que devienne possible l'envoi au Liban d'une force des Nations Unies, qui représente pour nous la voie principale à suivre. Dans ce contexte, nous avons appuyé, en décembre 1983, les sondages menés par M. van der Stoep, président du Conseil de sécurité à l'époque, et par le Secrétaire général pour un renforcement du Groupe d'observateurs des Nations Unies opérant à Beyrouth. Dans ce même esprit, le Ministre des affaires étrangères d'Italie, lors de plusieurs contacts précédents et, dernièrement, lors de sa rencontre de janvier dernier avec le Secrétaire général, a insisté sur l'opportunité de voir mûrir les conditions pour que la force multinationale à Beyrouth soit remplacée dans ses tâches par une présence des Nations Unies. Cette thèse a été réaffirmée par notre ministre des affaires étrangères lors des multiples contacts bilatéraux qu'il vient d'avoir avec les pays les plus intéressés à la crise libanaise.

49. Aujourd'hui, l'Italie est plus que jamais persuadée que cette exigence ne peut plus souffrir de délai. Notre position n'est pas inspirée par le désir de nous soustraire à des engagements de solidarité et d'assistance — que nous considérons toujours valables — vis-à-vis d'un pays en difficulté et qui nous est si proche. Notre position est plutôt dictée par la constatation que le cadre politique libanais s'est encore détérioré, au point de rendre nécessaire l'intervention urgente de l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'expression suprême de la communauté internationale, pour sauvegarder des intérêts humanitaires et politiques auxquels l'Italie et les autres pays de la force multinationale ont apporté leur contribution respective et, nous l'estimons, valable. Le processus de réconciliation nationale, commencé à Genève sous des auspices assez prometteurs, n'a pas été poursuivi. En conséquence, il nous semble que l'armée libanaise, essentielle pour la reconstitution du pays, n'a pas réussi jusqu'à maintenant à représenter pleinement et de manière efficace la communauté nationale dans son ensemble.

50. Le moment est venu pour nous tous de nous demander, avec le sens des responsabilités et une vision lucide de l'histoire, si l'Organisation des Nations Unies peut encore rester passive et inerte devant les perspectives si inquiétantes que la crise actuelle du Liban a ouvertes. Le moment est venu de prouver à cette partie de l'opinion publique mondiale qui se tourne encore vers l'Organisation avec espoir et confiance, que celle-ci est effectivement capable d'accomplir ses tâches institutionnelles, c'est-à-dire d'imprimer à la vie internationale une empreinte de paix, d'humanité et de justice. Nous soustraire à cette exigence équivaldrait à nous résigner à un jugement restrictif et limitatif de l'Organisation et, en définitive, de nous-mêmes, un jugement dont l'histoire et,

avant l'histoire, les événements politiques nous demanderaient compte.

51. Les modalités de mise en place et d'envoi à Beyrouth d'une force des Nations Unies, son rôle et les tâches qu'elle devrait accomplir, doivent naturellement faire l'objet d'une évaluation très attentive, cela surtout en relation avec l'objectif qui est de remplacer la force multinationale de manière à assurer, dans l'intérêt des populations et de la situation au Liban dans son ensemble, que soit évité un vide dangereux. A notre avis, une présence des Nations Unies dans la capitale libanaise doit également être vue en relation avec le problème du plein rétablissement de la souveraineté libanaise, à commencer par l'application de la résolution 520 (1982) du Conseil de sécurité et d'autres résolutions pertinentes.

52. En ce moment de grave crise pour un noble pays ami, le Gouvernement italien souhaite que le Conseil soit en mesure de remplir sa tâche essentielle. Il reste prêt à lui apporter sa coopération sincère.

53. M. MEESMAN (Pays-Bas) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, j'aimerais m'associer à ceux qui se félicitent de vous voir assumer la présidence du Conseil et dire combien nous nous réjouissons qu'une personne ayant votre compétence et possédant vos qualités guide nos travaux alors que nous examinons la situation tragique dans laquelle se trouve un pays depuis si longtemps le théâtre de tant de violence. Par ailleurs, je voudrais aussi remercier le représentant du Nicaragua pour la manière remarquable dont il a présidé le Conseil le mois dernier.

54. Avant d'aborder la question à l'ordre du jour, permettez-moi, Monsieur le Président, d'exprimer par votre intermédiaire au représentant de l'Union soviétique les condoléances de mon pays à la suite du décès du Président de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

55. Mon gouvernement a suivi avec une inquiétude grandissante les derniers événements survenus dans l'agglomération de Beyrouth. Durant les semaines écoulées, Beyrouth a été à nouveau le théâtre de durs combats qui ont gravement endommagé son infrastructure. Mon Gouvernement est particulièrement choqué par les lourdes pertes en vies humaines dénombrées à l'issue de cette dernière phase des hostilités. Aussi en appelons-nous à toutes les parties intéressées pour qu'elles s'abstiennent à l'avenir de recourir à la force et conviennent rapidement d'un cessez-le-feu. Il va sans dire que ce cessez-le-feu devrait être scrupuleusement respecté car l'on ne peut espérer rétablir un tant soit peu l'ordre public à Beyrouth si les combats se poursuivent, combats qui ne peuvent que perpétuer l'anarchie. Nous demandons également à toutes les parties en cause de faciliter le travail du Comité international de la Croix-Rouge, du Coordonnateur des Nations Unies pour

l'aider à la reconstruction et au développement du Liban et de tous les autres organismes des Nations Unies qui s'occupent d'activités humanitaires dans la région.

56. Toutefois, ce n'est pas seulement pour des raisons humanitaires que nous insistons sur la nécessité d'un cessez-le-feu rapide et effectif dans le secteur de Beyrouth. Le cessez-le-feu conduirait également à une reprise sans plus tarder du processus de réconciliation interne au Liban, entamé à Genève l'année dernière. Nous avons jugé prometteuses les mesures initiales prises à Genève, et nous prions instamment toutes les parties intéressées de reprendre au plus vite le processus de réconciliation et de négociation pour la mise en place d'un gouvernement jouissant de l'appui national le plus large possible et exerçant son autorité sur l'ensemble du territoire libanais. Pareil gouvernement se trouverait dans une bien meilleure position pour exercer son autorité et réaliser l'objectif recherché : le retrait total du territoire libanais de toutes les forces non libanaises non autorisées. A cet égard, la position de mon gouvernement reste inchangée : nous appuyons sans réserve le principe de l'intégrité territoriale, de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban, qui implique nécessairement le retrait du territoire libanais de toutes les forces étrangères non autorisées.

57. Nous savons tous que sous votre conduite éclairée, Monsieur le Président, les membres du Conseil ont débattu activement ces derniers jours de la situation tragique qui règne à Beyrouth. Hier, le représentant de la France [2514^e séance] a proposé le déploiement dans l'agglomération de Beyrouth d'une force des Nations Unies pour remplacer la force multinationale qui s'y trouve actuellement. Etant donné que la grave situation à laquelle le Liban est confronté met en danger la paix et la sécurité dans la région, nous jugeons indispensable que toutes les parties intéressées étudient sérieusement de quelle façon l'Organisation des Nations Unies pourrait contribuer à l'établissement d'une situation plus stable dans le secteur de Beyrouth. Le Conseil doit examiner de toute urgence la question de savoir comment empêcher que ne se détériore encore la situation en aidant à l'instauration d'un cessez-le-feu effectif dans cette ville.

58. Nous pensons comme le Secrétaire général que l'Organisation est en mesure d'apporter au Liban l'assistance nécessaire pour surveiller le cessez-le-feu et maintenir la paix dans la région. Lors de sa conférence de presse du 21 décembre dernier, le Secrétaire général avait déjà émis l'opinion que les forces de maintien de la paix des Nations Unies étaient peut-être le meilleur moyen de préserver la paix au Liban. Il faisait directement allusion à la situation à Beyrouth, où la force multinationale avait tant de mal à s'acquitter de sa mission. Mon gouvernement souscrit

pleinement à l'opinion du Secrétaire général et nous pensons qu'il est grand temps d'examiner encore une fois la manière dont l'Organisation pourrait utilement contribuer à l'amélioration de la situation à Beyrouth.

59. Cependant, à en juger par l'expérience que nous avons de la force multinationale, nous ne devrions pas nous engager trop à la hâte dans une mission de maintien de la paix des Nations Unies dans cette région. A diverses reprises, le Secrétaire général a précisé dans quelles conditions les forces de maintien de la paix des Nations Unies pourraient véritablement s'acquitter de leur mission : premièrement, ces forces devraient être déployées avec la permission du pays hôte et l'assentiment de toutes les autres parties en cause; deuxièmement, toute mission de maintien de la paix des Nations Unies devrait se voir attribuer un mandat bien précis; troisièmement, ces forces devraient bénéficier de l'approbation et du plein appui du Conseil de sécurité. Gardant ces importantes conditions à l'esprit, mon gouvernement reste disposé à appuyer toute proposition constructive visant à l'instauration d'un cessez-le-feu durable et effectif à Beyrouth.

60. A cet égard, nous voudrions une fois de plus insister sur l'importance essentielle de la reprise rapide du processus de réconciliation interne entre toutes les factions au Liban car, sans cela, j'ai bien peur que les perspectives de paix dans ce pays déchiré par la guerre restent fort tenues. Nous pensons toutefois que l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle utile en aidant à établir des conditions favorables à la reprise et, nous l'espérons, à la conclusion rapide de ce processus de réconciliation interne.

61. Je voudrais à ce propos remercier le représentant du Royaume-Uni pour les propositions qu'il a faites et qui ont trait à certaines mesures de portée limitée qui pourraient être prises immédiatement. Comme il l'a dit, ces mesures ne devraient en aucune façon remplacer des propositions de plus grande portée sur lesquelles le Conseil pourrait se mettre d'accord à un stade ultérieur. Mais nous pensons que, dans les circonstances actuelles, de telles mesures pourraient être utiles à titre intérimaire.

62. Enfin, nous espérons que, compte tenu de la gravité de la situation à Beyrouth, aucun membre du Conseil conscient de sa responsabilité collective et individuelle dans la persistance de la situation intolérable qui existe actuellement à Beyrouth ne s'opposera aux propositions ayant pour but de permettre à l'Organisation des Nations Unies de contribuer de façon significative à l'amélioration de la situation dans cette région.

La séance est levée à 12 h 40.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تعمل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何获取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经销处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
